
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 MARS 1921

Projet de loi

approuvant l'arrangement signé à Paris, le 24 janvier 1921, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier la qualité de français dans l'année de leur majorité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Dès le début des hostilités l'attention du Gouvernement a été attirée sur la situation des fils de Belges nés en France qui, par suite des événements, se trouveraient dans l'impossibilité de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité, conformément à l'article 8, § 4 du code civil français.

De nombreuses démarches furent faites auprès du Gouvernement de la République en vue de sauvegarder les droits des intéressés.

L'Arrangement du 15 mars 1913, qui suspendit, pour la durée de la guerre, l'application de la Convention franco-belge du 30 juillet 1891, réservait notamment les questions de nationalité.

Depuis l'armistice, la question n'a cessé de préoccuper le Gouvernement du Roi. Les négociations viennent enfin d'aboutir à la conclusion de l'Arrangement ci-joint, signé à Paris, le 24 janvier dernier et « ayant pour objet de régler la nationalité de fils de Belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité ».

L'article premier de l'Arrangement accorde à tous les intéressés qui, à raison des circonstances n'ont pu souscrire dans les délais normaux la déclaration de répudiation de la nationalité française, un délai de six mois à partir de la signature pour remplir encore la formalité requise.

La disposition ne s'applique qu'aux fils de Belges devenus forclos, c'est-à-dire ayant accompli leur vingt-deuxième année entre le 1^{er} août 1914 et le 24 octobre 1919, parce que l'on a considéré que les forclos avant et après ces dates extrêmes avaient, en réalité, en tout le temps et les facilités nécessaires pour se mettre en règle et qu'ils ne pouvaient invoquer le cas de force

majeure qui les aurait empêchés de répudier régulièrement la nationalité française dans les conditions fixées par la loi.

L'article 2 prévoit qu'à titre de réciprocité les fils de Français nés en Belgique tombant sous l'application des articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909 et de celle du 26 mai 1914, jouiront également d'un nouveau délai de six mois pour renoncer à la nationalité belge.

Il était équitable, en effet, d'accorder aux fils de Français qui, par suite des mêmes événements, n'ont pu régulièrement décliner la qualité de belge, le même droit que celui qui est reconnu aux fils de Belges.

Le nouveau délai de six mois imparti aux intéressés à partir du 24 janvier dernier étant en réalité assez court, il est désirable que l'Arrangement soumis à votre approbation soit ratifié dans le plus bref délai possible puisqu'il ne sera exécutoire qu'à partir du jour de l'échange des ratifications.

Aussi croyons-nous devoir insister pour qu'il soit procédé d'urgence à l'examen du projet de loi ci-joint.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

E. VANDERVELDE.



ARRANGEMENT

ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE;

Considérant qu'il y a lieu de régler les questions tenues en suspens au cours de la guerre,

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des dispositions ci-après :

ARTICLE PREMIER. — Les déclarations souscrites par les fils de Belges qui, tombant sous l'application des articles 8 (paragraphe 3 et 4), 12 (paragraphe 3) et 18 *in fine* du Code civil français, n'ont pu, par suite des événements, durant la période des hostilités, répudier régulièrement la nationalité française dans l'année de leur majorité, seront reconnues valables et enregistrées à la Chancellerie, pourvu qu'elles aient été souscrites dans un délai de six mois à partir de la signature du présent accord.

Cette disposition s'applique aux intéressés devenus forclos entre le 1^{er} août 1914 et le 24 octobre 1919.

ART. 2. — Par mesure de réciprocité et par dérogation au délai fixé par l'article 6 de la loi du 23 octobre 1919, il sera accordé aux fils de Français tombant sous l'application des articles 6, 7 et 17 de la loi du 8 juin 1909 et de celle du 26 mai 1914, un nouveau délai de six mois, à dater de la signature du présent Arrangement, pour renoncer à la nationalité belge.

ART. 3. — Le présent Arrangement sera ratifié ; il sera exécutoire à partir du jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 24 janvier 1921.

L. S. E. DE GAIFFIÈR.

L. S. A. BRIAND.

TEXTE DES ARTICLES DU CODE CIVIL FRANÇAIS
visés dans l'arrangement du 24 janvier 1921.

ART. 8. — Sont Français :

3° Tout individu né en France de parents étrangers, dont l'un y est lui-même né, sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner dans l'année qui suivra sa majorité la qualité de Français, en se conformant aux dispositions du § 4 ci-après.

L'enfant naturel pourra, aux mêmes conditions que l'enfant légitime, décliner la qualité de Français quand le parent qui est né en France n'est pas celui dont il devrait, aux termes du § 1^{er}, 2^e alinéa, suivre la nationalité;

4° Tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France, à moins que dans l'année qui suit sa majorité, telle qu'elle est réglée par la loi française, il n'ait décliné la qualité de Français et prouvé qu'il a conservé la nationalité de ses parents par une attestation en due forme de son Gouvernement, laquelle demeurera annexée à la déclaration, et qu'il n'ait en outre produit, s'il y a lieu, un certificat constatant qu'il a répondu à l'appel sous les drapeaux, conformément à la loi militaire de son pays, sauf les exceptions prévues au traité;

.

ART. 12. —

Deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4.

ART. 18. — Le Français qui a perdu sa qualité de Français peut la recouvrer, pourvu qu'il réside en France, en obtenant sa réintégration par décret. La qualité de Français pourra être accordée par le même décret à la femme et aux enfants majeurs s'ils en font la demande. Les enfants mineurs du père ou de la mère réintégrés deviennent Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité, en se conformant aux dispositions de l'article 8, § 4.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 MAART 1921.

Wetsontwerp

tot goedkeuring der Schikking, geteekend te Parijs, den 24^e Januari 1921, welke tot doel heeft de nationaliteit der zonen van Belgen te regelen, die ten gevolge der gebeurtenissen belet werden de hoedanigheid van Franschman af te wijzen in den loop van het jaar hunner meerderjarigheid.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Van af het begin der vijandelikheden, werd de aandacht der Regeering getrokken op den toestand der zonen van Belgen, in Frankrijk geboren, die ten gevolge der omstandigheden zich in de onmogelijkheid zouden bevinden de hoedanigheid van Franschman af te wijzen in den loop van het jaar hunner meerderjarigheid, overeenkomstig artikel 854 van het Fransch Burgerlijk Wetboek.

Talrijke stappen werden bij de Regeering der Fransche Republiek gedaan ten einde de rechten der belanghebbenden te vrijwaren.

De Schikking van 13 Maart 1915, die voor den duur van den oorlog de toepassing der Fransch-Belgische Overeenkomst van 30 Juli 1891 schorste, maakte inzonderheid voorbehoud voor de vragen van nationaliteit.

Sedert den wapenstilstand heeft de vraag niet opgehouden de Regeering des Konings bezig te houden. De onderhandelingen hebben eindelijk geleid tot het sluiten der hierbij gevoegde Overeenkomst, geteekend te Parijs den 24^e Januari laatstleden en « die tot doel heeft de nationaliteit der zonen van Belgen te regelen, die, ten gevolge der gebeurtenissen, belet werden de hoedanigheid van Franschman af te wijzen in den loop van het jaar hunner meerderjarigheid ».

Artikel 1 der Schikking verleent aan al de belanghebbenden die, wegens de omstandigheden, de verklaring van afwijzing der Fransche nationaliteit binnen de normale termijnen niet hebben kunnen onderteeiken, eenen termijn van zes maanden van af de onderteeiking om de vereischte formaliteit nog te vervullen.

De beschikking is maar van toepassing op de zonen van Belgen, wier rechten vervallen zijn, het is te zeggen die ten volle 22 jaar oud geworden zijn tusschen 1 Augustus 1914 en 24 Oktober 1919, daar men gemeend heeft dat zij wier rechten voor en na deze uiterste datums vervallen zijn in werkelijkheid al den tijd en de noodige faciliteiten hebben gehad om zich in regel te stellen en dat zij zich niet konden beroepen op het geval van overmacht, waardoor zij verhinderd zouden geweest zijn de Fransche nationaliteit regelmatig af te wijzen onder de voorwaarden door de wet bepaald.

Artikel 2 voorziet dat ten titel van wederkeerigheid de zonen van Franschen, geboren in België, die vallen onder de toepassing van artikels 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909 en van die van 26 Mei 1914, insgelijks eenen nieuwen termijn van zes maanden zullen genieten om van de Belgische nationaliteit af te zien.

Het was inderdaad billijk aan de zonen van Franschen die, tengevolge derzelfde gebeurtenissen, de Belgische nationaliteit niet regelmatig hebben kunnen afwijzen, hetzelfde recht te verleenen als datgene erkend aan de zonen van Belgen.

Daar de nieuwe termijn toegestaan aan de belanghebbenden van af 24 Januari l. l. feitelijk tamelijk kort is, is het wenschelijk dat de schikking aan uwe goedkeuring onderworpen zoodra mogelijk bekrachtigd worde, vermits zij slechts uitvoerbaar zal zijn van af den dag der uitwisseling der bekrachtigingen.

Ook meenen wij te moeten aandringen opdat er zonder uitstel tot het onderzoek van bijgaand wetsontwerp zoude overgegaan worden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.

SCHIKKING

hebbende ten doel de nationaliteit te regelen der zonen van Belgen, die tengevolge der gebeurtenissen belet werden de hoedanigheid van Franschman af te wijzen in den loop van het jaar hunner meerderjarigheid.

DE REGEERING VAN ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN EN DE REGEERING DER FRANSCH REPUBLIEK ;

Overwegende dat het noodig is de vragen te regelen die gedurende den oorlog hangende gebleven zijn,

De ondergeteekenden, daartoe onderscheidenlijk door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd, zijn omtrent de hiernavolgende beschikkingen overeengekomen :

ARTIKEL ÉÉN. — De verklaringen onderteekend door de zonen van Belgen, die, onder de toepassing vallend der artikels 8 (paragrafen 3 en 4), 12 (paragraaf 3) en 18 *in fine* van het Fransch Burgerlijk Wetboek, ten gevolge der gebeurtenissen, gedurende het tijdperk der vijandelijkheden, de Fransche nationaliteit niet regelmatig hebben kunnen afwijzen in den loop van het jaar hunner meerderjarigheid, zullen als geldig erkend en op de Kanselarij geregistreerd worden, op voorwaarde dat zij onderteekend zijn geworden binnen eenen termijn van zes maanden van af de onderteekening van deze overeenkomst.

Deze beschikking is van toepassing op de belanghebbenden wier rechten vervallen zijn tusschen 1 Augustus 1914 en 24 Oktober 1919.

ART. 2. — Bij wijze van wederkeerigheid en in afwijking van den termijn bepaald door artikel 6 der wet van 23 Oktober 1919, zal aan de zonen van Franschen vallend onder de toepassing der artikels 6, 7 en 17 der wet van 8 Juni 1909 en der wet van 26 Mei 1914, eenen nieuwen termijn van zes maanden verleend worden van af de onderteekening van onderhavige Schikking, om van de Belgische nationaliteit af te zien.

ART. 3. — Onderhavige Schikking zal bekrachtigd worden ; zij zal uitvoerbaar zijn van af den dag van de uitwisseling der bekrachtigingen.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Schikking hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te Parijs, in dubbel, den 24^e Januari 1921.

(L. S.) E. DE GAFFIER.

(L. S.) A. BRIAND.

TEKST DER ARTIKELS
VAN HET FRANSCH BURGERLIJK WETBOEK,
 bedoeld in de Schikking van 24 Januari 1921.

Arr. 8. —
 Zijn Franschen :

3^o Elke persoon geboren in Frankrijk van vreemde ouders, waarvan de eene er zelf geboren is, behalve het hem voorbehouden recht, om, indien het de moeder is die in Frankrijk geboren is, in den loop van het jaar dat volgt op zijne meerderjarigheid de hoedanigheid van Franschman af te wijzen, zich gedragende naar de beschikkingen van de hiernavolgende § 4.

Het natuurlijk kind zal onder dezelfde voorwaarden als het wettig kind, de hoedanigheid van Franschman kunnen afwijzen wanneer de ouder die in Frankrijk geboren is niet degene is waarvan hij, volgens de termen van § 1, alinea 2, de nationaliteit zou moeten volgen ;

4^o Elke persoon geboren in Frankrijk van een vreemdeling en die, op het tijdstip zijner meerderjarigheid, in Frankrijk gevestigd is, tenzij hij, in den loop van het jaar dat volgt op zijne meerderjarigheid, zooals deze door de Fransche wet geregeld is, zijne hoedanigheid van Franschman heeft afgewezen en bewezen heeft dat hij de nationaliteit zijner ouders behouden heeft, door een getuigschrift in behoorlijken vorm door zijne regeering opgesteld, welk getuigschrift aan de verklaring gehecht zal blijven, en tenzij hij bovendien, indien noodig, een bewijs heeft overgelegd waaruit blijkt dat hij den oproep onder de wapenen beantwoord heeft, overeenkomstig de krijgswet van zijn land, behalve de uitzonderingen in de verdragen voorzien ;

Arr. 12. —

Worden Franschman de minderjarige kinderen van een overlevenden vader of moeder die zich tot Franschman laten naturalizeeren, tenzij zij in den loop van het jaar dat volgt op hunne meerderjarigheid deze hoedanigheid afwijzen, zich gedragende naar de beschikkingen van artikel 8, § 4.

Arr. 18. — De Franschman die zijne hoedanigheid van Franschman verloren heeft kan deze herwinnen, op voorwaarde dat hij in Frankrijk gevestigd zij, door zijne weder in bezitstelling te verkrijgen bij dekreet. De hoedanigheid van Franschman zal door hetzelfde dekreet verleend kunnen worden aan de vrouw en aan de meerderjarige kinderen, wanneer zij er de aanvraag voor doen. De minderjarige kinderen van den vader of de moeder die weder in het bezit der Fransche nationaliteit gesteld werden, worden Franschen, tenzij zij deze hoedanigheid afwijzen in den loop van het jaar dat volgt op hunne meerderjarigheid, zich gedragende naar de beschikkingen van artikel 8, § 4.

PROJET DE LOI

approuvant l'arrangement signé à Paris, le 24 janvier 1921, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans l'année de leur majorité.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont chargés de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'Arrangement signé à Paris le 24 janvier 1921, ayant pour objet de régler la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier la qualité de Français dans

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Schikking, geteekend te Parijs, den 24ⁿ Januari 1921, welke tot doel heeft de nationaliteit der zonen van Belgen te regelen, die ten gevolge der gebeurtenissen belet werden de hoedanigheid van Franschman af te wijzen in den loop van het jaar hunner meerderjarigheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en Justitie worden gelast, in Onzen naam, aan de wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te leggen waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Schikking, geteekend te Parijs den 24ⁿ Januari 1921, welke tot doel heeft de nationaliteit der zonen van Belgen te regelen, die ten gevolge der gebeurtenissen belet werden de hoedanigheid van Franschman

l'année de leur majorité, sortira
son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 15 mars
1921.

af te wijzen in den loop van het
jaar hunner meerderjarigheid, zal
hare volle kracht hebben.

Gegeven te Brussel, den 15^{de} Maart
1921.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Étrangères,

Van's Konings wege :
*De Minister van Buitenlandsche
Zaken,*

Henri JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

E. VANDERVELDE.
